



27/11 · #RDDD202



open
diplomacy

RAPPORT ANNUEL 2024

AVANT-PROPOS



Super-année électorale, 2024 promettait d'être une année game-changer. 2024 ne nous a pas déçus. L'Europe est sortie affaiblie des élections européennes. Elle s'enfonce désormais dans une cascade de crises politiques nationales alors que le tumulte géopolitique et les catastrophes écologiques s'accumulent. Par le choix de son nouveau président, l'Amérique, elle, a fait le choix de la rupture historique dans la communauté transatlantique.

Mais en 2024, nous avons tenu notre cap.

Pour aider nos concitoyens à anticiper les écueils vers lesquels nous dérivons.

Comment ? En organisant nos Rencontres du Développement Durable. Ainsi avons-nous dédié la 5e édition des Rencontres aux trois COP de 2024. Avec un objectif : faire toute la lumière sur le contexte géopolitique délétère dans lequel se négocie l'urgence écologique.

Pour aider notre jeunesse à porter haut ses couleurs face aux vents contraires.

Comment ? En formant notre 14e promotion de jeunes leaders. Ainsi avons-nous accompagné notre délégation au Y20 de Rio et au Y7 de Rome. Avec un but clair : ne pas laisser le tumulte stratégique générer ou justifier un recul de nos ambitions pour la transition.

Ce cap n'était pas facile à tenir.

Parce qu'il fallait inventer un nouveau modèle pour l'Institut. Pour tenir face à la conjoncture dégradée, nous avons décidé de réorganiser l'association autour de ses bénévoles. 2024 nous a permis de faire ce pivot. Nous voilà organisés en deux pôles : prospective et leadership. 2024 nous a permis d'arriver à bon port : nous avons réalisé un exercice légèrement excédentaire et donc consolidé nos fonds propres, en légère croissance de +4,2 %.

Parce qu'il fallait traverser un épais brouillard (géo)politique. D'ailleurs, l'horizon 2025 ne semble pas plus dégagé : la brutalisation du monde, les affres de l'anthropocène, le décrochage européen et la rupture avec l'aspiration au progrès sont autant de crises qui se combinent et s'amplifient mutuellement... aboutissant à une réelle cécité stratégique et opacité du débat public.

Nous voilà face à une polycrise, qu'il nous faut comprendre et combattre. Ce sera le thème central des travaux interdisciplinaires de notre groupe prospective et de la mission intergénérationnelle de notre pôle de leadership.

Par conséquent, **ce rapport a une double fonction.**

Il vous **rend compte de nos activités 2024.** Et, par une série d'entretiens publiés dans un second volet, il **pose les linéaments de nos réflexions prospectives dédiés à la polycrise.**



**DU CONSEIL
D'ADMINISTRATION**

RENCONTRES DU DÉVELOPPEMENT DURABLE

• 18 EXPERTS

pour mener à bien ces réflexions multi-acteurs et interdisciplinaires

• 2 PARTENAIRES

pour accueillir ces conférences citoyennes à Lyon et Montpellier

• 120 PARTICIPANTS

à ces échanges au carrefour de la géopolitique et de l'écologie

En 2024, fait exceptionnel, les Conférences des parties (COP) des trois grandes conventions des Nations Unies sur l'environnement se tenaient la même année.

Ainsi l'automne 2024 a-t-il été marqué l'enchaînement inédit de la COP 16 Biodiversité présidée par la Colombie, de la COP 29 Climat présidée par l'Azerbaïdjan puis de la COP 16 Désertification présidée par l'Arabie Saoudite.

Cette cascade de négociations s'est déroulée dans un contexte géopolitique très défavorable, combinant les tensions internationales liées à l'agression russe de l'Ukraine, les conséquences mondiales du risque d'embrasement du Proche-Orient, alors même que toutes les capitales scrutaient le résultat de l'élection présidentielle américaine et ses conséquences.

C'est dans ce contexte que l'Institut Open Diplomacy a tenu la **5e édition de ses Rencontres du Développement Durable**. Nous les avons ainsi dédiées au thème « Good COP / Bad COP : la planète face au risque géopolitique ».

À l'issue de ces débats nourris, il ressort clairement que **les COP sont à la fois réceptacle et amplificateur des fractures internationales**.

Jusqu'alors préservées des grandes crises stratégiques, ces négociations ont commencé à être instrumentalisées pour **chorégraphier les grands affrontements**. On retiendra par exemple que le régime d'Aliyev s'est servi de la présidence de la COP 29 pour afficher son hostilité à l'Union Européenne, soutien d'Erevan face aux manœuvres hostiles de Bakou.

Les **fractures Nord / Sud** sur le financement de l'action climatique étaient déjà un point névralgique de ces négociations. Elles prennent une nouvelle dimension quand les BRICS+ déploient un narratif stratégique opposant un « Sud global » fantasmé à un « Occident collectif » sur la défensive.

5 ans après le lancement des Rencontres sous le haut patronage du président de la République, **cette ultime édition aura servi, une fois de plus, à démontrer que « tout est lié »** : les affres de l'anthropocène que nous vivons sont indissociables des grandes ruptures stratégiques que nous traversons.

En 2024, nous avons recruté, formé et accompagné notre 14e promotion des jeunes leaders, en prise directe avec les grandes ruptures stratégiques perceptibles au G20 comme au G7.

En amont du G7 de Borgo Egnazia, nos délégués, emmenés par Angel Prieto, ont pris part au **Y7 de Rome** avec un objectif principal : plaider pour une réforme du système financier international et une redirection des financements des énergies fossiles vers la **décarbonation** de nos économies et la protection de la **biodiversité**.

La délégation emmenée par Cécile Génot au **Y20 de Rio** a continué de porter cette priorité au G20. Elle a appelé la présidence brésilienne du groupe à être à la hauteur de son appel à **défendre les générations futures**, en cohérence avec l'héritage du Sommet de la Terre de Rio et avec l'ambition affichée pour la COP 30 de Belém.

Les 9 délégués français, recrutés par l'Institut Open Diplomacy, ont **alerté sur la polarisation croissante du Y7**, du fait des tensions internes au G7 sur les enjeux stratégiques, **et sur la fracturation grandissante du Y20**, du fait de l'instrumentalisation de ce groupe d'engagement par les présidences récentes du G20.

Dès 2024, nous avons préparé le travail de notre 15e délégation avec une vigilance renouvelée.

Parce que, dès 2024, la présidence sud-africaine du Y20 s'inscrivait dans cette confrontation et que l'attitude de Washington vis-à-vis de Pretoria ne fait qu'accentuer ces fractures.

Parce que, dès 2024, le retrait du Premier ministre Trudeau fragilise la dynamique de la présidence canadienne du G7 et renforce les défis auxquels nos délégués au Y7 d'Ottawa devront répondre.

Enfin, parce que **nous préparons, dès cette année, la présidence française du G7** - et du Y7 - qui débutera en décembre 2025.

JEUNES DÉLÉGUÉS Y20 ET Y7

• 2 SOMMETS

pour donner une voix aux jeunes leaders, à Rome et à Rio

• 9 DÉLÉGUÉS

pour défendre les intérêts des générations futures en amont du G7 et du G20

• 80+ ÉTAPES

pour préparer ce plaidoyer par des consultations nationales et des réunions bilatérales

The background features a complex network diagram composed of numerous light blue nodes of varying sizes, interconnected by thin white lines. The nodes are scattered across the frame, with a higher density in the upper and right portions, creating a sense of a global or interconnected network. The overall aesthetic is modern and technological.

POLYCRISE

5 ENTRETIENS POUR ORIENTER
LA RÉFLEXION PROSPECTIVE DE
L'INSTITUT OPEN DIPLOMACY EN 2025

“ —

Nous vivons un
changement
d'époque : il nous
faut comprendre
et combattre la
polycrise

— ”

Thomas Friang, pourquoi parlez-vous de polycrise ?

Parce que nous vivons l'accumulation inédite de plusieurs crises systémiques qui s'amplifient entre elles au point de provoquer un état de sidération stratégique qui menace de nous dévitaliser.

Nous vivons une crise géopolitique, marquée par la brutalisation du monde et des ruptures historiques auxquelles nous, Européens, ne sommes pas préparés, au péril de notre futur proche.

Dans le même temps, nous vivons une crise écologique, caractérisée par un ralentissement (voire un arrêt) de l'action climatique alors que s'accroissent le réchauffement planétaire et l'effondrement de la biodiversité.

Simultanément, nous vivons une crise économique : nous décrochons car nous ne parvenons pas à rester à la frontière technologique sans remettre en cause notre modèle social qui fonde notre modèle démocratique.

Enfin, nous vivons une véritable crise éthique : nos sociétés post-modernes semblent avoir définitivement renoncé à l'idée de progrès, à l'ambition d'un avenir meilleur pour les générations futures, qui innervent la fonction politique elle-même.

Chacune de ces crises est de nature systémique ; chacune de ces crises va en amplifiant les autres. Patrick Chevallereau, Xavier Timbeau, Laurence Monnoyer-Smith et Juliette Marceaux le démontrent ci-après.

Que représente cette polycrise pour notre époque ?

Cette polycrise marque la fin de l'époque moderne, ou plus précisément, la sortie de la post-modernité.

La modernité a donné à la politique la fonction de construire la voie du progrès vers la paix et la prospérité grâce à un rapport indéfectible à la vérité.

A contrario, la post-modernité, qui instaure le relativisme en tout, remet en jeu la fonction-même de la politique : le progrès n'est-il pas devenu l'objet d'un débat politique lui-même ?

Ainsi, l'aspiration démocratique à produire un avenir meilleur pour les générations futures n'est plus la boussole collective.

De cette crise éthique procède tout le reste : parce que la construction d'un futur meilleur n'est plus le principal objectif de la politique, les choix que nous faisons se font désormais au détriment des générations futures, comme l'explique Juliette Marceaux.

Le point d'équilibre de notre système multilatéral est fragilisé : sans recherche du progrès, la quête de la paix ne devient-elle pas vaine ? Ainsi s'intensifie la brutalisation du monde, comme l'explique le Vice-amiral Patrick Chevallereau.

Le point d'équilibre de notre système physique est aussi rompu : si la politique a perdu sa fonction d'assurer aux générations futures un avenir meilleur, le respect des limites planétaires a-t-il le moindre intérêt ? Ainsi reprend la surexploitation de la Terre, comme l'énonce la Pr. Laurence Monnoyer-Smith.

Il en va de même pour l'équilibre de nos économies : si l'aspiration au progrès n'innervé plus la politique, alors pourquoi hésiter à embrasser les grandes révolutions technologiques au motif de préserver notre modèle social et politique ? Ainsi s'opère la rupture, dans l'illusion d'éviter le décrochage avec la « frontière technologique », comme l'explique Xavier Timbeau.

La fin de la post-modernité, c'est la rupture de ces grands équilibres tant au plan éthique, que géopolitique, écologique et économique. Ainsi se produit la polycrise... et nous projette-t-elle dans une époque nouvelle dont nous connaissons les caractéristiques mais qui reste à nommer. Essayons une proposition : vers la « néo-féodalité » ?

En référence à la féodalité comme système politique instable où le pouvoir central s'effrite (avec l'affaiblissement de l'Etat moderne) au profit de fiefs militaires et économiques (et technologiques aujourd'hui) à la vassalité douteuse. En référence également à la féodalité en tant que période située dans l'histoire où la compréhension du monde qui nous entoure est médiocre (combien de temps mettrons-nous à cerner le fonctionnement physique d'un monde à +3°C ?), terreau fertile sur lequel se développe toutes les croyances (le monde de la post-vérité n'a-t-il pas son propre clergé ?).

Comment faire face à la polycrise ?

« Mal nommer les choses, c'est ajouter au malheur du monde » philosophait Camus. Alors avant de proposer une réponse à la polycrise, notre think tank a pour objectif de bien cerner ce phénomène qui marque un changement d'époque.

Pour cerner ce phénomène, il faut comprendre le caractère systémique de chacune des crises majeures qui nourrit la polycrise ; il faut également cerner les rétroactions qui existent entre chacune de ces crises. En d'autres termes, il nous faut cartographier les ponts thermiques entre ces points chauds de l'Histoire.

Il nous faut une topographie de ce changement d'époque, où la terre semble rompre sous nos pieds et le ciel des idées semble s'assombrir. Pour dégager l'horizon, et espérer retrouver la voie du progrès, notre mission sera d'abord de définir la polycrise, d'en faire le tableau précis. Voilà l'objectif que nous nous donnons pour 2025. Je remercie donc mes collègues et amis Laurence, Xavier, Patrick et Juliette d'avoir pris le risque de faire le premier pas dans cette série d'entretiens.

“ —

Dans la polycrise,
il y a une **crise**
géopolitique :
nous vivons à
l'heure de la
brutalisation du
monde

— ”

3 questions à **Patrick Chevallereau**, Vice-président de l'Institut Open Diplomacy, Vice-amiral (2S)

Patrick Chevallereau, quelle est cette crise géopolitique ? Que signifie la brutalisation du monde ?

Nous vivons un moment de bascule qui ébranle les relations internationales et élargit, notamment pour nous Européens, le spectre des menaces. Après le retour de la guerre en Europe, c'est désormais le comportement de Washington qui inquiète et remet en cause la relation transatlantique autour de laquelle s'articulait l'essentiel de notre sécurité. Nous n'avons plus d'autre choix - sinon celui de la vassalité et de l'abandon de nos valeurs - que d'accorder la priorité de nos efforts à la défense résolue de nos intérêts stratégiques.

Pourquoi cette crise géopolitique est de nature systémique ?

Je vois au moins deux raisons. D'une part, le caractère hybride de la conflictualité s'est renforcé. C'est désormais l'ensemble des instruments de puissance des Etats qui est mobilisé par ceux-ci dans des stratégies de compétition et de captation brutale de gains. D'autre part, nous assistons à des signes forts de recul des outils du droit international. Celui-ci est désormais méprisé ou malmené par les trois membres les plus puissants du Conseil de sécurité des Nations Unies. Des digues sont en train de sauter.

En quoi cette **crise géopolitique** résonne- t'elle avec la crise écologique, la crise économique et la crise politique que nous vivons ?

L'instabilité géopolitique mondiale menace la sécurité de nos concitoyens. Les démocraties européennes sont aujourd'hui sur la défensive. Attaquées de l'extérieur, elles le sont aussi de l'intérieur par la contestation des faits et la manipulation des masses. Elles doivent en même temps affronter la concomitance de l'urgence écologique et d'énormes défis économiques qui exigent des investissements massifs. Toutes les ressources nécessaires à notre sécurité ne pourront venir que d'une prospérité retrouvée. Il y a une exigence de lucidité et de courage pour établir les priorités.

“ —

Dans la polycrise,
il y a une **crise**
écologique : nous
faisons face aux
affaires de
l'anthropocène

— ”

3 questions à la Pr. **Laurence Monnoyer-Smith**, Co-présidente de l'Institut Open Diplomacy, Directrice du développement durable du Centre National des Études Spatiales (CNES)

**Laurence Monnoyer
Smith, dans la
polycrise, il y a une
crise écologique.
Vous mettez en garde
contre les affres de
l'anthropocène.
Qu'est ce que cela
signifie ?**

La grande anxiété que peut générer la crise écologique se traduit par une radicalisation des postures qui ne favorise pas in fine la transition vers une société de sobriété résiliente aux changements climatiques. L'impatience devant l'inaction des pouvoirs publics produit ainsi une augmentation de la fréquence et de la violence des mobilisations citoyennes, qui justifie en retour l'inaction dénoncée, voire même un backlash très inquiétant pour l'avenir. Nous sommes sur la trajectoire de +4 degrés à la fin de ce siècle. Rien ne nous y prépare à ce stade.

**Pourquoi cette crise
écologique est-elle de
nature systémique ?**

En fait, nous l'avons un peu oublié mais nous faisons partie du vivant, et nous dépendons directement du système Terre qui définit les conditions biologiques d'habitabilité pour les humains. Dès lors, la dégradation des conditions de vie liées au dérèglement climatique emporte avec elle une disruption des liens établis entre l'ensemble des êtres vivants, dont nous.

Notre société mondialisée est donc dépendante du monde vivant dont il tire des externalités pour fonctionner. Or, en 2023 nous avons franchi la 6e des 9 limites planétaires au-delà desquelles les changements pour les populations et les écosystèmes deviennent irréversibles.

**En quoi cette crise
écologique est-elle
liée à la crise
géopolitique, à la
crise économique et à
la crise éthique que
nous connaissons ?**

Les crises se nourrissent les unes des autres. L'épuisement des ressources, l'élévation des températures et la dégradation des habitats sont autant de sources de conflictualité géopolitique que de vulnérabilité pour nos systèmes économiques. Inversement, la remise en cause du multilatéralisme du fait de tensions géopolitiques accrues met en péril nos capacités d'action climatique autant que le bon fonctionnement de nos chaînes de valeurs, interdépendantes les unes des autres. On le voit, cet ensemble fait système : vertueux, il invite à la coopération, vicieux il mène aux conflits.

“ —

Dans la polycrise,
il y a une **crise**
économique :
nous devons
répondre au
décrochage
européen

— ”

3 questions à **Xavier Timbeau**,
Co-président de l'Institut Open
Diplomacy, Directeur général
de l'Observatoire Français des
Conjonctures Économiques
(OFCE)

Xavier Timbeau, dans la polycrise, il y a une crise économique. On s'alarme sur le décrochage européen. Qu'est-ce que cela signifie ?

Le décrochage de l'Europe par rapport aux Etats-Unis, point de départ du rapport Draghi, mérite plus d'attention. En fait, la classe moyenne européenne se porte mieux que la classe moyenne américaine. La fascination des dirigeants européens pour l'économie américaine est un leurre car celle-ci traverse, en réalité, une crise économique majeure, longue et profonde, qui a d'ailleurs produit le syndrome Trump. L'innovation qui porte la croissance des Etats-Unis dissimule une polarisation extrême du marché du travail et des inégalités sociales. L'Europe ne « décrocherait-elle » pas précisément parce qu'elle refuserait d'entrer dans cette logique ?

En quoi avons-nous affaire à une crise systémique ?

La crise économique que nous traversons est de nature systémique car elle nous amène à un choix qui peut tout remettre en cause, y compris nos institutions politiques et nos alliances géopolitiques. Voulons-nous épouser le modèle de croissance américain ? Il est performant pour créer des richesses mais corrompt le pacte social et détruit les institutions démocratiques.

Pour nous Européens, choisir cette voie, c'est renoncer aux fondements de notre Europe. Ou voulons-nous un modèle alternatif, au risque de décrocher durablement de la frontière technologique que les Américains (et les Chinois) sont en train de déplacer très rapidement ? Ce serait renoncer à l'idée que notre Europe ait toute sa place au G20. Cette crise produit une rupture stratégique car nous nous trouvons véritablement à un tournant historique.

Pourquoi cette crise économique est-elle liée à la crise géopolitique, à la crise écologique et à la crise éthique dans lesquelles nous évoluons ?

Le capitalisme d'après-guerre, dont l'esprit est retracé dans la Déclaration de Philadelphie aux origines de l'Organisation Internationale du Travail, repose sur une double idée : le partage de la prospérité et la soumission des marchés aux institutions, valeurs et objectifs démocratiques. Bien plus que le « bon fonctionnement » de l'économie, l'enjeu est le « bon fondement » de nos institutions et sociétés démocratiques. C'est d'ailleurs cet équilibre qui a guidé la rédaction des traités européens et la fondation-même de l'Union européenne. L'inversion de cet équilibre produit une telle violence que le pire est à nouveau possible : pour nos institutions politiques comme pour le système international.

“ —

Dans la polycrise,
il y a une **crise**
éthique : notre
défi, c'est de
renouer avec
l'idée même de
progrès

— ”

3 questions à **Juliette Marceaux**, Secrétaire générale de l'Institut Open Diplomacy, Consultante senior de The Arcane

Juliette Marceaux, dans la polycrise, il y a une crise éthique. Vous dites qu'elle se caractérise par l'abandon de l'idée de progrès. Qu'est-ce que cela signifie ?

Nos sociétés semblent avoir largement abandonné une valeur politique fondamentale : la volonté de construire un monde meilleur pour les générations qui nous succéderont. On peut considérer que c'est pourtant cette préoccupation qui a nourri toutes les formes de progrès : politique, économique, technologique...

La crise éthique est donc une crise dans le rapport à ce que nous devons à nos enfants. D'ailleurs, la natalité n'est-elle pas au plus bas depuis l'après-guerre en France ?

Il apparaît que, face à la polycrise, nous ne tenons pas parce que nous sommes en crise éthique et en proie à ce défi : retrouver le goût de l'avenir, renouer avec la défense des intérêts des générations futures comme objectif ultime de tout projet politique.

Pourquoi cette crise éthique est-elle de nature systémique ?

Parce qu'en plus d'être une crise idéologique et métaphysique, elle est le produit d'un phénomène physique : le vieillissement de la population.

Dénatalité et prolongement de l'espérance de vie constituent un cocktail dangereux sur le plan économique, avec l'enjeu de dépenses sociales, mais aussi sur le plan politique.

En effet, la principale fonction du politique pour une société qui vieillit n'est plus de produire des voies de progrès pour les générations futures, mais de maintenir le plus possible le système existant pour les générations actuelles. En cela, nous nous éloignons d'une acception moderne de la politique dont l'horizon était l'avenir.

Il suffit de voir la manière dont les Français, dans le confort de l'électorat retraité, privilégient les rentes plutôt que d'investir pour la transition écologique, pour la modernisation de notre économie, pour la défense de nos intérêts stratégiques ou même pour l'éducation et la santé.

Cette crise tient en une question : notre pays, Notre Europe, a-t-elle encore le goût des générations futures ?

Cette crise éthique est-elle liée aux crises géopolitique, écologique et économique que nous connaissons ?

Cette crise éthique se manifeste par la dette : une dette économique, une dette écologique et une dette géopolitique, puisque nous savons que nous allons vers une flambée des affrontements à laquelle nous ne nous préparons pas assez.

La génération qui détient encore le pouvoir sait donc qu'elle a hérité d'une époque de prospérité et de paix sans précédent dans l'Histoire — je parle pour l'Occident, bien entendu. Elle sait aussi qu'elle sera incapable de léguer cela à sa descendance.





open
diplomacy

Crédits photos : Pierre Guineau